

Forum du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) : allocution d'ouverture de M. Michel Barnier (Paris, 17 janvier 2005)

"Mesdames et Messieurs, très sincèrement, bienvenue à chacune et à chacun d'entre vous, ici à Paris, dans ces locaux qui sont ceux de notre ministère, dans la diversité de vos responsabilités, de vos engagements, de vos pays aussi ; nous sommes très heureux et très fiers que vous ayez répondu à notre invitation.

Madame la Présidente, Monsieur l'Administrateur, Mesdames et Messieurs, je voudrais en effet introduire ces journées de travail en vous remerciant pour votre présence-même, la qualité, la richesse des personnalités de tous horizons, venues de cinq continents, qui d'ores et déjà permettent de donner à ces journées, l'écho que nous voulons leur attribuer en participant à ces débats. Je voudrais également saluer la présence de très nombreux représentants de la société civile, les milieux académiques en particulier, cela vient d'être dit, du professeur Amartya Sen, du secteur privé, des chercheurs, enseignants, étudiants et de nombreux représentants de la presse.

Au tout début de ce propos, vous me permettrez de remercier l'équipe du Programme des Nations unies pour le Développement d'avoir organisé, avec notre pays, cet événement et de la remercier aussi pour le soutien qu'elle nous a apporté.

Je voudrais également remercier nos principaux partenaires pour l'organisation de ces journées, l'Institut des Relations internationales et du Développement durable, la Fondation des Sciences politiques et le journal "Les Echos".

Mesdames et Messieurs, nos travaux, vos travaux, vont s'appuyer sur beaucoup de rapports de grande qualité concernant le développement humain - rapports qui ont depuis quinze ans - et c'est particulièrement le cas cette année sur un sujet qui nous tient particulièrement à cœur, celui de la diversité culturelle, contribué à enrichir les réflexions. Cela vient d'être dit, M. l'Administrateur Marc Maloch-Brown vient d'être nommé à un poste très important, stratégique, névralgique, celui de directeur de cabinet du Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, que nous saluons par votre intermédiaire au-delà de ces murs et auquel nous redisons, comme le président de la République l'a fait à plusieurs reprises ces temps derniers, le témoignage de soutien, d'amitié et de confiance que nous lui manifestons.

Je voudrais, Monsieur l'Administrateur, vous féliciter et vous encourager pour cette nouvelle mission importante. C'est d'ailleurs, pour nous, un signal très clair que le Secrétaire général des Nations unies ait porté son choix sur une personnalité qui exprime, qui personnalise l'importance des questions économiques et de développement dans le monde d'aujourd'hui. Et cette nomination, votre nomination, intervient à un moment en effet crucial pour l'Organisation des Nations unies et donc pour notre communauté internationale.

2005 est une année très importante, elle s'ouvre sur des perspectives nouvelles où nous voyons se mêler l'espérance, l'espoir, mais aussi la tragédie. Comment ne pas penser à cette tragédie mondiale, mondialisée, planétaire du 26 décembre en Asie, par l'ampleur, le nombre de victimes de pays pauvres - et on sait bien que de

telles tragédies sont encore plus tragiques dans les pays pauvres ? Tous les pays du monde entier ont été plus ou moins touchés et tout cela nous rappelle simplement notre vulnérabilité et, en même temps, notre solidarité. Quand elle n'est pas voulue, assumée, choisie, elle est imposée, on l'a vu avec cette crise. Je souhaite dire ici, à plusieurs d'entre vous qui représentez des pays touchés directement par cette catastrophe, par leur territoire, par leur peuple, notre sympathie, notre détermination aussi à accompagner la reconstruction aujourd'hui nécessaire. Une reconstruction qui doit être une reconstruction durable.

En septembre 2000, notre communauté internationale, nous tous, avons pris un certain nombre d'engagements très forts. Nous nous sommes fixés huit objectifs de développement dont le plus important est de réduire de moitié le nombre de personnes touchées par la pauvreté à l'horizon de 2015. Nous nous sommes également engagés à mener les réformes nécessaires pour être plus efficaces sur le plan multilatéral. Nous voilà maintenant à un tiers du parcours, d'ici 2015. C'est donc l'occasion franche, urgente, normale de faire un premier bilan des progrès accomplis et peut-être de prendre de nouvelles dispositions pour tenir ces engagements.

L'équipe du professeur Sachs remet cet après-midi son rapport au Secrétaire général des Nations unies. C'est une étape importante qui montre combien les Nations unies sont au cœur du dispositif du développement et combien leur rôle est et restera irremplaçable dans la définition, dans la mise en œuvre des différentes politiques et des différentes stratégies. Or, nous le savons - j'ai évoqué le devoir de franchise - la plupart des études indiquent qu'au rythme actuel les objectifs humanitaires pour le développement ne seront pas atteints, en particulier en Afrique sub-saharienne. Voilà pourquoi aujourd'hui, et à partir de maintenant, nous devons réagir. Tous les acteurs, gouvernements, entreprises privées, associations locales, ONG, associations régionales aussi, chercheurs, praticiens, du Nord comme du Sud, doivent donc se mobiliser pour aller plus loin, pour faire plus, pour accroître leurs efforts, pour provoquer un élan nouveau en faveur du développement.

Nous savons bien, tous ici dans nos différentes responsabilités, que l'aide au développement n'est pas un phénomène de mode dont le pendant serait la vertu de l'initiative privée aux effets immédiats et automatiques. C'est, au contraire, un effort de long terme qui doit aller de pair avec l'action des opérateurs économiques et bien sûr, contribuer à la faciliter.

Ce forum va donc être l'occasion de partager les expériences de chacun, d'échanger, de mutualiser nos expériences et nos réflexions et aussi de faire des propositions, en particulier dans la perspective du sommet sur le suivi de la Déclaration du millénaire, au mois de septembre prochain à New York. La France et le PNUD partagent une vision commune du développement fondée non seulement sur la croissance des revenus mais aussi sur l'amélioration des conditions de vie, en particulier l'accès à l'éducation et au service de la santé, sur l'égalité des chances dans le respect des différences culturelles.

Je souhaite que les débats permettent de nourrir cette vision et envisage des propositions dans ce sens. La France, vous le savez, ne se satisfait pas de la situation actuelle ; nous avons donc une volonté clairement constructive. A la demande du président de la République, Jacques Chirac, la France a ainsi accru en 2005 ses contributions aux organisations des Nations unies de près de 40 %. C'est un effort, inégalé dans le passé, mais qui vient corriger une tendance qui n'était pas compatible avec l'engagement et les discours de mon pays sur ces sujets majeurs. Et cet effort sera poursuivi au cours des prochaines années.

Au-delà, la France propose également un certain nombre d'initiatives dans plusieurs domaines, et d'abord pour le financement du développement. Au-delà des engagements que nous tiendrons, en termes d'aide publique au développement, des ressources supplémentaires nous semblent indispensables. Nous avons proposé, vous le savez, que soient mises en place de nouvelles contributions internationales, volontaires ou obligatoires, dont les recettes bénéficieront au développement. Nous avons été, dans ce sens, encouragés par le succès, l'écho rencontré par la Déclaration de New York sur l'action contre la faim et la pauvreté adoptée le 20 septembre dernier sur la proposition du président de la République française, Jacques Chirac, mais également du président Lula, du président Lagos et du Premier ministre Zapatero.

Je voudrais rappeler un passage de cette déclaration : "En complément de la nécessité d'accroître, d'améliorer le niveau de l'aide, nous avons - disent ces 110 chefs d'Etat et de gouvernement - également reconnu que le moment était venu d'accorder davantage d'attention au mécanisme de financement innovant, public ou privé, obligatoire ou volontaire, fondé ou non sur une adhésion universelle, afin de lever les fonds rapidement nécessaires pour contribuer à la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire".

Le président de la République a précisé que, du point de vue de notre pays, une taxation dont l'assiette reste naturellement à définir, devrait être prélevée au bénéfice de la lutte contre le sida. Le rapport du groupe quadripartite publié le 20 septembre dernier, ainsi que les options proposées par le groupe Landau - et c'est l'occasion pour moi de remercier celles et ceux qui ont participé à ce travail - sont de bonnes bases de travail. Nous nous efforçons désormais de préciser les options réalisables, réalistes, rapidement en recherchant à construire le plus large consensus possible autour de ces idées.

Nous proposons également, Mesdames et Messieurs, de renforcer les instances de gouvernance internationale de l'environnement pour aboutir à la création d'une Organisation des Nations unies pour l'environnement, qui prolongera, qui amplifiera, qui consolidera l'expérience acquise avec le Programme des Nations unies pour l'environnement. C'est précisément le sens de la réunion que j'ai moi-même organisée à New York au mois de septembre et à laquelle ont participé beaucoup de ministres des Affaires étrangères d'autres pays qui ont répondu à cette invitation en marge de la dernière Assemblée générale des Nations unies. Et, vous le savez, s'agissant de l'environnement, j'ai personnellement un vieil engagement sur ce sujet. J'ai été ministre de l'Environnement et je considère ? je l'ai d'ailleurs dit à l'ensemble des ambassadeurs français que je réunissais ici-même au mois d'août - que le défi d'une écologie humaniste, durable et concrète serait la priorité de l'action extérieure de mon pays.

Nous souhaitons également - au-delà de cette initiative devant aboutir, si nous trouvons le consensus nécessaire aux Nations unies, à cette organisation pour l'environnement - le renforcement et l'amélioration de la gouvernance mondiale en matière économique. Nous espérons que le débat lancé par le Secrétaire général sur les nouveaux défis auxquels le monde doit faire face, débat qui se concentre maintenant sur les propositions du panel de haut niveau, permettra de progresser dans la voie d'un renforcement des institutions multilatérales chargées de la paix, de la sécurité et du développement. La France, qui souhaite un développement solidaire et durable, continuera donc de prendre toute sa part dans ce débat majeur pour notre avenir à tous. Elle poursuivra ses réflexions sur ces questions avec ses partenaires, notamment ses partenaires de l'Union européenne, dans la perspective du sommet de septembre 2005.

Mesdames et Messieurs, nous souhaitons que cette réunion majeure débouche sur des propositions concrètes pour redresser une situation que nous savons dangereuse. Beaucoup d'efforts, beaucoup d'idées sont nécessaires pour y parvenir. Je vous souhaite donc, à tous et à toutes, à chacun, la bienvenue à Paris pour ces journées de travail qui seront riches, fructueuses, où tout doit être dit pour soutenir, encourager, quand elle fait défaut quelquefois, la volonté politique, de telle sorte que nous ne manquions pas le rendez-vous de septembre 2005."